

Collaboration européenne

La Charte œcuménique

par Rik DE GENDT, journaliste, Bruxelles

La signature solennelle de la Charte œcuménique, le 22 avril 2001, à l'Eglise Saint Thomas, rue Martin Luther, à Strasbourg, fut la digne conclusion d'une rencontre de trois jours entre représentants de toutes les Eglises chrétiennes d'Europe. Cette Charte donne les «lignes directrices en vue d'une collaboration croissante entre les Eglises en Europe». Sa crédibilité est encore à prouver.

L'idée de rédiger une charte remonte à la Deuxième rencontre œcuménique de Graz, en juin 1997 (la première eut lieu à Bâle en 1989). Les deux organisations initiatrices, la Conférence des Eglises européennes (KEK) et le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe (CCEE), y avaient exprimé explicitement leur désir d'intensifier leur collaboration d'une manière plus structurée et engagée.¹ Le document final de Graz avait clairement stipulé : «Nous recommandons que les Eglises rédigent une charte commune des droits et devoirs œcuméniques fondamentaux, et qu'elles se mettent d'accord sur une série de directives, règles et critères, afin d'aider les Eglises, leurs responsables et tous leurs membres à distinguer entre le prosélytisme et le témoignage chrétien, entre le fondamentalisme et la vraie fidélité à la foi, et de donner enfin aux relations entre Eglises majoritaires et minoritaires une forme qui s'accorde avec l'esprit œcuménique.»²

Un premier brouillon de la Charta œcuménica a été préparé par un comité de rédaction mixte KEK-CCEE,³ puis envoyé aux Eglises et Conférences membres. Le projet a été retravaillé, puis de nouveau soumis aux membres. Le comité a ensuite

présenté au comité conjoint le texte définitif, intitulé *Charte œcuménique. Lignes directrices en vue d'une collaboration croissante entre les Eglises en Europe*, qui l'a adopté lors de sa réunion à Porto, en janvier dernier, et l'a proposé à son tour aux deux cent participants de la Rencontre œcuménique européenne de Strasbourg (19-22 avril 2001).

Place aux jeunes !

Une autre recommandation avait encore été faite en son temps à Graz, que les organisateurs de Strasbourg ont pris au sérieux. La majorité des participants à Graz - et encore plus à Bâle - étaient des responsables et des chefs d'Eglises, ce qui veut dire, surtout pour l'Eglise catholique, des hommes plutôt âgés. Aussi le document final de Graz demandait-il que «les Eglises s'engagent... à organiser des rencontres œcuméniques... et à y faire participer les jeunes, en leur confiant la vision œcuménique pour l'avenir et la poursuite du processus conciliaire *Justice, paix et sauvegarde de la Création*».⁴

Les organisateurs de la réunion de Strasbourg se sont donc fixés comme objectif



Signature de la Charte par le cardinal Vlák et le métropolite Jeremie.

d'en faire une rencontre non seulement entre chrétiens et Eglises différentes, mais aussi entre générations. Ils ont invité autant de jeunes que de chefs d'Eglises. Sur les deux cents participants, on a compté cinquante délégués de la KEK, cinquante du CCEE et cent jeunes entre 18 et 30 ans. Ces derniers, en provenance aussi bien de l'Atlantique que de l'Oural, de la Norvège que de la Crète, sont arrivés à Strasbourg deux jours à l'avance pour mieux se préparer et se connaître. Cela a été pour eux une expérience inespérée et solide.

«Durant la rencontre préparatoire des jeunes, nous nous sommes tous sentis orthodoxes, catholiques, protestants et évangéliques», a témoigné Christopher Docherty, un participant catholique écossais. «Cela ne signifie pas que nous formions une «soupe œcuménique», où tous les éléments seraient mélangés dans une

saucisse indistincte et homogène. Au contraire, notre communion pourrait être décrite comme une «salade œcuménique», dans laquelle toutes les couleurs et les odeurs - unies par le condiment de l'Esprit Saint - pouvaient être perçues et goûtées.»

«Les jeunes chrétiens de toute l'Europe, a-t-il ajouté, ont été enthousiasmés par l'occasion qui leur était offerte d'entrer en dialogue avec des leaders ecclésiastiques. La Charte est déjà dans le cœur des jeunes. Dans notre continent divisé par des conflits actuels et des blessures du passé, le dialogue œcuménique est non seulement une possibilité mais une priorité absolue.»

Cette aspiration à poursuivre le dialogue œcuménique, ou à le reprendre, a été aussi présente parmi les responsables des Eglises. Certains ont admis franchement qu'ils ressentaient une certaine fatigue et la tentation d'un repli sur eux-mêmes. «Alors que l'œcuménisme stagne

en de nombreux endroits, que les Eglises donnent l'impression de se retirer sur leurs propres frontières confessionnelles, les dirigeants des Eglises et les jeunes doivent réfléchir sur *l'être ensemble* des Eglises en Europe», a déclaré lors de la séance d'ouverture la pasteur Elfriede Dörr, de Roumanie.

Conversions

Lors de l'analyse et de la discussion autour du texte de la Charte, plusieurs orateurs ont insisté sur la nécessité d'une réelle conversion : une conversion du cœur aussi bien qu'une conversion communautaire. Mme Bärbel Wartenberg-Potter, depuis quelques mois évêque de l'Eglise luthérienne de Holstein-Lübeck, en Allemagne, a plaidé pour une nouvelle prise de conscience. Lors de son commentaire sur l'hymne de l'amour de la première épître de saint Paul aux Corinthiens, elle a insisté sur le fait que seuls des efforts concourants peuvent combattre les divisions ethniques, culturelles et religieuses et mener à une nouvelle unité. C'était ainsi à l'époque de Paul, c'est encore le cas aujourd'hui.

Un autre appel à l'unité est venu du cardinal Cormac Murphy-O'Connor, de Westminster, qui a souligné «la nécessité d'une conversion du cœur et d'un changement de nos habitudes». Chacun doit lutter énergiquement contre trois ennemis de l'œcuménisme. «Le premier est la méfiance, que nous devons vaincre, si nous voulons continuer à prier ensemble, à nous rencontrer et nous écouter. Le deuxième est l'inertie : nos actes ne suivent pas nos paroles et nos promesses. Enfin, le troisième ennemi d'un vrai dialogue œcuménique est l'impatience, car trop souvent nous oublions que le chemin vers l'unité est un don de la grâce.»

La même nécessité de se convertir et le même désir d'unité ont été affirmés au sein des différents groupes de partage. «Nous

devons nous familiariser avec une nouvelle culture de dialogue, de sincérité et confiance entre les Eglises», a dit un catholique allemand, Stefan Vesper. Pour lui, si la Charte est un intervalle rafraîchissant dans le marathon du procès œcuménique, elle est aussi «une réponse digne au document du Vatican *Dominus Jesus* (2000) sur l'unicité du salut dans l'Eglise catholique».

Portée de la Charte

La Charte œcuménique proclame tout d'abord ce qui rassemble et unit les Eglises différentes et insiste sur leur responsabilité envers elles-mêmes et dans le contexte social européen. Le plus frappant est certainement l'expression d'une volonté résolue de s'engager dans le processus œcuménique. Chacun des douze paragraphes se termine par «Nous nous engageons», suivi par deux ou trois indications concrètes.

Ainsi, par exemple, les signataires de la Charte s'engagent à «éviter une concurrence dommageable ainsi que le danger de nouvelles divisions» (§ 2), à «tendre vers le but de la communion eucharistique» (§ 5), à «(s')opposer à toute tentative d'abuser de la religion et de l'Eglise à des fins ethniques et nationalistes» (§ 7), à «renforcer la place des femmes et l'égalité de leurs droits dans tous les secteurs de la vie, ainsi qu'à encourager une juste communauté des femmes et des hommes, dans l'Eglise et la société» (§ 8), à «combattre toutes les formes d'antisémitisme et d'anti-judaïsme dans l'Eglise et la société» (§ 10), à «travailler avec des musulmans à des objectifs communs» (§ 11).

Cet engagement public - voulu comme point fort de la déclaration - contient et montre la faiblesse et le caractère pénible de la division dans le giron du christianisme où tous ne s'engagent pas dans la même direction. Il y a une assez grande différence entre l'Eglise catholique et les autres Eglises chrétiennes. Ainsi, par

exemple, le cardinal Miloslav Vlk, de Prague, président du CCEE au moment de la signature, a affirmé que les trente-quatre Conférences épiscopales membres du CCEE étaient à présent obligées de mettre la Charte en pratique, l'ayant mandaté pour la signer en leur nom. De son côté, le métropolite Jeremie, président de la KEK, autre signataire de la Charte, a préféré laisser cette responsabilité individuellement à chaque Eglise membre de la KEK. Chacune d'entre elles, et même chaque communauté, peut donc décider librement comment et à quel degré elle compte appliquer l'engagement exprimé dans la Charte.

Le cardinal Karl Lehmann, évêque de Mainz et président de la Conférence épiscopale allemande, a en outre rappelé que «le texte que nous avons maintenant sous les yeux n'est qu'un pas intérimaire dans le processus œcuménique, un outil de travail et de référence, et peut être adapté après un certain temps. Mais de toute façon, la signature de la Charte est un moment unique et historique, que nous ne pouvons pas sous-estimer pour l'avenir de l'œcuménisme.»⁵ La portée de ce texte dépendra donc de la réception que les Eglises et les Conférences épiscopales lui réserveront. Quelques jours après la signature, l'Eglise orthodoxe russe a d'ailleurs officiellement pris ses distances avec la Charte et l'engagement demandé.⁶

L'importance de ce document reste donc à prouver. Ce sont surtout les chrétiens individuellement et les communautés locales qui lui donneront sa crédibilité, et les jeunes joueront là un rôle décisif. Car participants et observateurs ont relevé que le plus grand mérite de la Rencontre œcuménique de Strasbourg, d'avantage que la signature de la Charte, a été la participation d'une centaine de jeunes. Leur présence active et engagée a rendu au processus œcuménique européen un nouvel élan et un nouvel avenir.

R. De G.

¹ La Conférence des Eglises européennes est l'organisation œcuménique régionale des Eglises orthodoxe, anglicane, vieille-catholique et protestante d'Europe. Elle compte 127 Eglises membres, dont la moitié d'Europe centrale et orientale. Bien qu'autonome, elle collabore étroitement avec le Conseil œcuménique des Eglises (COE). Son président est le métropolite Jeremie Caligiorgis et son secrétaire général, le pasteur Keith Clements. *KEK, 150 rte de Ferney, 1218 Grand-Saconnex (Genève)*.

Le Conseil des Conférences épiscopales d'Europe est au service de la collégialité des conférences épiscopales catholiques d'Europe. Il a pour tâche de promouvoir la collaboration des évêques en Europe. L'Assemblée plénière du CCEE est constituée par les présidents des conférences épiscopales. Elle compte actuellement 34 membres. Parmi eux, un évêque de Russie et de Biélorussie, où il n'y a pas encore de conférence épiscopale, ainsi que l'archevêque de Luxembourg. Son président est, depuis juin, Mgr Amédée Grab, évêque de Coire, et son secrétaire général, Don Aldo Giordano. *CCEE, Gallusstrasse 24, 9000 St-Gall*.

² *KEK-CCEE, Deuxième rassemblement œcuménique européen, Graz (Autriche), 23 - 29 juin 1997, Document final 3, Recommandations, § 1.2.*

³ Depuis 1962, la KEK a entretenu des contacts réguliers avec le secrétariat romain pour l'unité des chrétiens. Depuis 1971, existe un comité mixte KEK-CCEE qui se réunit une fois par an.

⁴ *KEK-CCEE, Deuxième rassemblement œcuménique européen, Graz (Autriche), 23 - 29 juin 1997, Document final 1, Message final, § 8.*

⁵ D'autres représentants encore de la KEK ont souligné que la Charte était un document cadre et devait être adaptée aux situations locales. Lors de sa prochaine Assemblée générale, en 2003, la KEK évaluera l'application du document (ndlr).

⁶ L'Eglise évangélique luthérienne du Danemark a aussi émis des réserves concernant la Charte. D'autres Eglises membres de la KEK ont remarqué pour leur part que les engagements définis dans le document étaient inférieurs aux acquis de nombreux pays européens (ndlr).

Principaux engagements des Eglises européennes

Une foi commune

- travailler, dans la force de l'Esprit Saint, à l'unité visible de l'Eglise de Jésus-Christ dans l'unique foi, qui trouve son expression dans un baptême réciproquement reconnu, dans la communion eucharistique, dans le témoignage et le service.

Annoncer l'Évangile

- parler de nos initiatives d'évangélisation avec les autres Eglises et éviter une concurrence dommageable ;
- reconnaître que toute personne peut choisir son engagement religieux et ecclésial dans la liberté de sa conscience.

Accueillir

- surmonter notre propre suffisance et écarter les préjugés, rechercher la rencontre les uns avec les autres et être là les uns pour les autres ;
- favoriser une ouverture œcuménique et la coopération dans l'éducation chrétienne, dans la formation théologique, dans la recherche.

Agir

- agir ensemble à tous les niveaux de la vie de l'Eglise, là où les conditions le permettent ;
- défendre les droits des minorités et aider à réduire les incompréhensions et les préjugés entre les Eglises majoritaires et minoritaires.

Prier

- apprendre à connaître et à apprécier les liturgies et les autres formes de vie spirituelle des autres Eglises ;
- tendre vers le but de la communion eucharistique.

Dialoguer

- continuer le dialogue entre nos Eglises, à différents niveaux, et examiner ce qui, dans les résultats des dialogues, peut et doit être officiellement déclaré obligatoire ;
- lors de controverses, rechercher l'échange et discuter ensemble.

Construire l'Europe

- s'entendre mutuellement sur les contenus et les buts de notre responsabilité sociale commune, soutenir le plus possible ensemble les objectifs et les perspectives des Eglises vis-à-vis des institutions séculières européennes.

Réconcilier les peuples

- s'opposer à toute forme de nationalisme qui conduise à l'oppression d'autres peuples et de minorités nationales ;
- renforcer la place des femmes et l'égalité de leurs droits dans tous les secteurs de la vie, et encourager une juste communauté des femmes et des hommes, dans l'Eglise et la société.

Sauvegarder la Création

- promouvoir le développement d'un style de vie à l'encontre des pressions économiques et consuméristes, mettre l'accent sur une qualité de vie responsable et durable ;
- soutenir les organisations ecclésiales agissant pour l'environnement.

Relations avec le judaïsme, l'islam et les autres religions

- combattre toutes les formes d'antisémitisme et d'anti-judaïsme dans l'Eglise et la société ;
- aller à la rencontre des musulmans et travailler avec eux à des objectifs communs ;
- reconnaître la liberté de religion et de conscience des hommes et des communautés et se porter garants pour que, en privé et en public, ils puissent pratiquer leur religion et leur conception du monde dans le cadre du droit en vigueur ;
- dialoguer avec tous les hommes de bonne volonté et poursuivre avec eux des objectifs communs.